

Service Environnement Industriel
Cité administrative
rue Jules Ferry
33000 BORDEAUX

Bordeaux, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DGAC - Antenne de radiocommunication de Sarlat

1 av du Dr Maurice Grynfolgel
CS 53584
31000 Toulouse

Références : DREAL/2024D/4158
Code AIOT : 0100047519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement DGAC - Antenne de radiocommunication de Sarlat implanté Chemin du Bois de Campagnac 24200 Sarlat-la-Canéda. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le développement des énergies nouvelles (hydrogène,...) peut impliquer la fabrication, la mise en service et l'exploitation d'équipements sous pression. Afin d'anticiper d'éventuelles difficultés pour la réalisation des contrôles réglementaires lorsque ceux-ci n'ont pas été pris en compte dès la conception des installations ou à des situations à risques, des contrôles sont menés sur des sites hébergeant ce type d'installation.

L'objectif de ce contrôle est de s'assurer, d'une part, que les équipements ont été conçus conformément à la réglementation en vigueur et, d'autre part, que l'exploitant a bien anticipé les différents contrôles réglementaires à effectuer.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DGAC - Antenne de radiocommunication de Sarlat
- Chemin du Bois de Campagnac 24200 Sarlat-la-Canéda
- Code AIOT : 0100047519

- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'antenne de radiocommunication de Sarlat dédiée à l'aviation civile sert aux télécommunications entre les avions et le Centre de navigation aérienne de Bordeaux et de Clermont-Ferrand. Cette antenne isolée nécessite d'être alimentée en permanence pour fonctionner. À cette fin, des panneaux photovoltaïques permettent de fabriquer de l'hydrogène sur place via un électrolyseur, et de le stocker dans une cuve de 7 m³. Une pile à combustible transforme l'hydrogène en électricité et permet d'alimenter l'antenne de radiocommunication en continu.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Énergies nouvelles ESP
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

2-2) Synthèse de l'inspection

Compte tenu de la date de mise en service de la cuve de 7000 litres d'hydrogène, l'exploitant a réalisé les opérations de contrôles requises par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Des actions correctives formelles restent à mettre en œuvre.

Compte-tenu du fluide contenu, cette cuve peut bénéficier d'une dispense de visite intérieure

selon les dispositions de la décision BSEI 14-080. L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité d'alimenter le dossier d'exploitation des justificatifs nécessaires (teneur limites en eau et en polluants de l'hydrogène stocké, conditions de stockage,...).
L'exploitant est invité à se rapprocher d'un organisme habilité préalablement à la prochaine inspection périodique pour savoir s'il peut en bénéficier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Dossiers des équipements partie exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
7	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
10	Contenu du CMS cas général	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 11	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien et contrôle	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet
3	Conditions d'utilisation, respect de la notice	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet
6	Dossiers des équipements partie fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
8	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Sans objet
9	Contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10	Sans objet
11	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
12	Fréquence d'une	Arrêté Ministériel du 20/11/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	requalification périodique sans PI	article 18	
13	Interventions	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26	Sans objet

2-3) Investigations complémentaires

En complément de cette inspection visant à vérifier la conformité du suivi en service des équipements sous pression soumis à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, le dossier de fabrication de l'ensemble sous pression n°CD1913DGSH01 a été demandé au fabricant Powidian Energy de cet ensemble sous pression par l'autorité de surveillance du marché en vue d'un examen de conformité à la directive 2014/68/UE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation et d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 3 VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Le réservoir XPAUCHARD n° 1051601 37bar/7000 litres est installé en extérieur. L'ensemble des parois est accessible. Il dispose d'un trou d'homme permettant son inspection interne. Il est fixé au sol et est raccordé à la terre conformément à la notice d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]
V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.

<p>La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réservoir XPAUCHARD n° 1051601 et l'ensemble POWIDIAN n°CD1913DGSH01 sont équipés d'un accessoire de sécurité. Il s'agit de la soupape SWAGELOK PRVB2F-02-0-VV n° 5031-508. Un certificat de pression "Set Pressure Certificate" n°905363 du 16/04/2020 mentionne bien une pression de réglage de 37bar. Toutefois, la visite in situ n'a pas permis de constater le marquage CE de cet accessoire (le montage de la soupape sur la platine ne permet pas de visualiser l'intégralité du corps de la soupape). Par ailleurs, la déclaration de conformité de cet accessoire n'a pu être produite lors de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir la déclaration de conformité à la directive 2014/68/UE de la soupape SWAGELOK PRVB2F-02-0-VV n° 5031-508.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Conditions d'utilisation, respect de la notice

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4</p> <p>I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions d'exploitation constatées lors de l'inspection en termes de pression et de température respectent les limites admissibles définies par le fabricant, tant pour l'ensemble POWIDIAN n° CD1913DGSH01 que pour le réservoir XPAUCHARD n°1051601.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Compétence du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les attestations de formation du personnel d'exploitation et de maintenance des équipements sous pression n'ont pu être produites lors de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, de par ses caractéristiques (37bar/7000litres), le réservoir XPAUCHARD n° 1051601 est un équipement répondant aux critères de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. A ce titre, le personnel chargé de l'exploitation doit être formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. Cette reconnaissance formelle n'a pu être produite le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Fournir les attestations de formation du personnel d'exploitation et de maintenance des équipements sous pression et la reconnaissance formelle de l'aptitude du personnel chargé de l'exploitation à conduire cet équipement XPAUCHARD n° 1051601.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Dossiers des équipements partie exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...]</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la

<p>période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réservoir XPAUCHARD n° 1051601 mis en service en décembre 2020 dispose de la preuve de dépôt de déclaration de mise en service disponible sous le logiciel LUNE (n° 303040 du 15/10/2020).</p> <p>L'exploitant dispose de l'attestation de contrôle de mise en service réalisé le 03 décembre 2020 (rapport APAVE n° 11770578-001-1).</p> <p>Le dossier d'exploitation, dématérialisé, est complet au niveau des attestations d'opérations de contrôle réalisées sur cet équipement.</p> <p>En revanche, cet équipement ne dispose pas d'un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constituer un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Dossiers des équipements partie fabrication

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...]

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.
Constats : L'exploitant dispose de la notice d'instruction du réservoir XPAUCHARD n° 1051601 et de l'ensemble POWIDIAN n° CD1913DGSH01. Le réservoir XPAUCHARD n° 1051601 et l'ensemble POWIDIAN n° CD1913DGSH01 sont équipés d'un accessoire de sécurité. Il s'agit de la soupape SWAGELOK PRVB2F-02-0-VV n° 5031-508. Un certificat de pression "Set Pressure Certificate" n°905363 du 16/04/2020 mentionne bien une pression de réglage de 37bar.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Une liste des équipements sous pression soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 a été remise en amont de l'inspection. Cette liste référencée 00_Equipements_Sous_Pression_ESP_nomenclature ne comporte pas pour chaque équipement, les items requis, i.e.: - le type, - le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection), - la date de réalisation de la dernière inspection périodique, - la date de la prochaine inspection périodique, - la date de réalisation de la dernière requalification périodique, - la date de réalisation de la prochaine requalification périodique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir une liste des équipements sous pression conforme à l'article 6.III de l'arrêté du 20/11/2017 avec l'ensemble des items requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service

Prescription contrôlée : Article 8 La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.
Constats : De par ses caractéristiques (37bar/7000litres), le réservoir XPAUCHARD n° n° 1051601 est un équipement répondant aux critères de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Il est soumis à déclaration de mise en service. Une déclaration de mise en service n° 303040 a été réalisée le 15/10/2020 sous le logiciel LUNE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service
Prescription contrôlée : Article 10 Le contrôle de mise en service est requis avant : - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.
Constats : De par ses caractéristiques (37bar/7000litres), le réservoir XPAUCHARD n° n° 1051601 est un équipement répondant aux critères de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Il est soumis à contrôle de mise en service. L'exploitant dispose de l'attestation de contrôle de mise en service réalisé le 03 décembre 2020 (rapport APAVE n° 11770578-001-1).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service
Prescription contrôlée : Article 11 I. - [...] ce contrôle est réalisé par une personne compétente. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. Dans ce cas, le contrôle de mise en service est refait. II. - Pour les équipements sous pression interconnectés, le contrôle de mise en service est réalisé autant que possible simultanément sur chacun des équipements soumis à ce contrôle. III. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente constate le respect des dispositions prévues par les articles R. 557-9-1 à R. 557-9-10 du code de l'environnement et s'assure en particulier : - de l'absence d'endommagement de l'équipement au cours de son transport ;

<ul style="list-style-type: none"> - de la présence et de la capacité à fonctionner des accessoires de sécurité prévus par le fabricant, ainsi que leur adéquation s'ils n'ont pas été évalués avec l'équipement par le fabricant ; - les dispositions prises pour protéger le personnel des émissions dangereuses susceptibles d'être rejetées par les accessoires de sécurité ; - de l'existence du dossier d'exploitation défini par l'article 6 ; - du respect des dispositions de la notice d'instructions. [...] <p>IV. - Lorsque le contrôle est satisfaisant, l'organisme habilité, ou la personne compétente selon le cas, délivre à l'exploitant un document attestant la conformité du contrôle. L'attestation décrit le cas échéant le résultat de l'évaluation de l'adéquation des accessoires de sécurité à l'équipement prévu au III du présent article. La mise en service est conditionnée à la remise de cette attestation.</p> <p>V. - L'exploitant transmet la date de l'attestation par l'intermédiaire du téléservice cité à l'article 9.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de mise en service a été réalisé par un employé de l'APAVE, en tant que personne compétente.</p> <p>a/ Toutefois, cette personne n'a pas fait l'objet d'une désignation par l'exploitant (cf. art 2 de l'arrêté du 20 novembre 2017).</p> <p>b/ Par ailleurs, la date de l'attestation de contrôle de mise en service renseignée dans l'application LUNE (cf téléservice cité à l'article 9 de l'arrêté du 20 novembre 2017) i.e. le 13/11/2020 ne correspond pas à la date effective de ce contrôle (03/12/2020). Il convient également de mettre à jour les coordonnées de la personne en charge du compte LUNE de la DGAC à ce jour au nom de Sébastien Chabert.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>a/ Fournir la désignation de l'APAVE en tant que personne compétente pour l'opération de contrôle de mise en service</p> <p>b/ Mettre à jour les coordonnées de la personne en charge du compte LUNE de la DGAC pour le site de Sarlat</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 15</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p>

<p>-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Compte-tenu de la date de mise en service du réservoir XPAUCHARD n° 1051601 et du fait que cet équipement a fait l'objet d'un contrôle de mise en service en date du 03/12/2020, l'échéance maximale d'inspection périodique est le 02/12/2024. Cet équipement n'est pas en retard de cette opération de contrôle.</p> <p>L'inspection de l'environnement attire l'attention de l'exploitant sur la nature de l'inspection périodique à venir. En effet, ce réservoir contient de l'hydrogène et sous réserve du respect des conditions définies par la BSEI n° 14-080 citée à l'annexe 1 du l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, cet équipement peut être dispensé de visite intérieure. Il convient de se rapprocher de l'organisme habilité en charge de cette inspection sur les justificatifs attendus pour bénéficier de cet aménagement. Ces éléments doivent être versés au dossier d'exploitation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 12 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 18</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le

<p>ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p>II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte-tenu de la date de mise en service du réservoir XPAUCHARD n° 1051601 et du fait que cet équipement a fait l'objet d'un contrôle de mise en service en date du 03/12/2020, l'échéance maximale de requalification périodique est le 02/12/2030.</p> <p>Cet équipement n'est pas en retard de cette opération de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Interventions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Interventions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 26</p> <p>Au cours de son exploitation, un équipement peut faire l'objet d'interventions. Il peut s'agir de réparations ou de modifications.</p> <p>Une intervention peut être importante, notable ou non notable.</p> <p>Les critères permettant de classer les interventions sont précisés dans un guide professionnel approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base (INB), publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réservoir XPAUCHARD n° 1051601 n'a pas fait l'objet de réparation ou de modification selon l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>